*inSociologie des migrations* Licence 3

**Sociologie des migrations et de la diversité** *ethno-culturelle des sociétés européennes*

Licence 3 - Semestre 1 Sociologie - B. Collet beate.collet@sorbonne-universite.fr

Page 1 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3 *Séance 1 -* ***Séance introductive***

**Introduction :** On étudiera deux thématiques principales : les mouvements migratoires contemporains ainsi que les enjeux de vire-ensemble dans les sociétés contemporaines marquées par la diversité ethno-culturelle .

*Les mouvements migratoires vers l’Europe et à travers le monde.* La migration est aujourd’hui un **phénomène global** (beaucoup de migrations entre pays frontaliers, inter-africaines, Nord-Sud, Sud-Nord). On adoptera une perspective historique et contemporaine, en étudiant des concepts classiques comme ceux d’**émigration-immigration**, mais également des approches plus contemporaines (**trans-nationalisme, diaspora**).

*Le vivre-ensemble dans les sociétés démocratiques contemporaines marquées par la diversité ethno-culturelle de leurs populations*. On étudiera les relations **inter-ethniques**, les concepts d’**ethnicité** et de **race**, les processus d’**acculturation** et de **culture**, ceux d’**assimilation**, d’**intégration** et de **multiculturalisme**. On abordera des notions plus politiques comme celles de **discriminations**, de **racisme** et de **ségrégation**.

*Méthodes quantitatives et qualitatives.* Au-delà des concepts abordés, nous observerons des **études empiriques qualitatives et quantitatives** produites depuis 30 ans dans les différents pays l’Europe et aux États-Unis. Ces études sont **segmentées** selon différents segments de la vie sociale et politique (mariages transnationaux et mixtes, ségrégation urbaine et scolaire, itinéraires migratoires, évolution des politiques migratoires…).

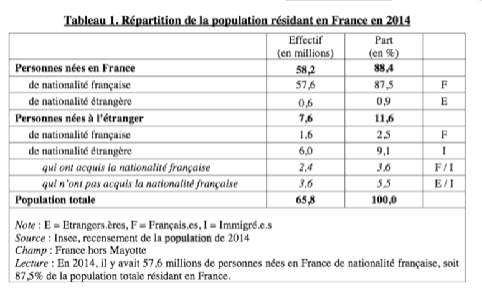
*La sociologie des migrations en France, une sociologie dominée ?* Elle apparaît en **France** (en même temps qu’au Royaume-Uni) dans les années **1960** avec les **vagues d’immigrations** coloniale puis post-coloniale (retenir toutefois que l’immigration algérienne n’est pas considérée initialement comme immigration puisqu’elle est incluse dans l’empire colonial). Elle apparaît beaucoup **plus tôt aux États-Unis**, notamment du fait de la mythologie du *melting pot*, et du fait des vagues migratoires successives — mais beaucoup plus tard dans d’autres pays d’Europe, tels que l’Allemagne ou l’Espagne, l’Italie.

*Légitimité et militantisme*. La sociologie des migrations a souffert et souffre encore d’un **déficit de légitimité**. Par rapport à d’autres domaines de la sociologie, notamment la théorie sociologique, la sociologie du travail, de l’éducation ou de l’organisation (elle s’intéresse aux « Autres », aux « déshérités », elle évoque des problèmes sociaux). Elle s’inscrit souvent dans une démarche **militante** de dénonciation des racismes et des discriminations (elle subit le même procès que la sociologie du genre). Elle rencontre des difficultés à se constituer comme savoir légitime (alors que les matériaux ne manquent pas).

Page 2 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

*Les mots sont importants.* On utilise communément **étranger** et **immigré** de manière interchangeable. Le terme « **étranger** » se réfère explicitement à un **critère juridique** (pas de nationalité française). « **Immigré-émigré** » se réfère à une **mobilité** d’un pays à l’autre au cours d’une vie — être né dans un pays, vivre dans un autre. Il est possible d’être « immigré » tout en étant français, par l’acquisition de nationalité. On peut également être « français » (en étant enfant de parents français), habitant dans un pays étranger, et immigrer en France si l’on a toujours vécu dans un autre pays. Le terme d’étranger est juridique, le terme d’**immigré-émigré est social**. On parle de « **descendants d’immigrés** » lorsque l’un des deux parents (au moins) est de nationalité étrangère (ils peuvent avoir la nationalité française, par filiation ou par acquisition à 16 ou 18 ans). Le terme est légitime dans la mesure où il y a effectivement une **transmission culturelle** (malgré la transmission d'une “culture française » notamment par l’école) — elle peut se traduire par un certain conflit . La relation à la migration peut donc être directe ou indirecte. 1



On parle plus souvent, désormais, de « **migrants** ». Cette terminologie plus contemporaine est notamment due à l’émergence du « **problème social** » des « **réfugiés** ». Migrants se réfère à un statut **instable**, en mouvement (il est issu du terme, qui se veut neutre, de l’anglais *migrants*). Un réfugié est aussi un migrant, mais **fuyant son pays** pour des raisons politiques ou humanitaires (on met souvent en avant son motif de départ. D’un point de vue **juridique**, il est un **demandeur d’asile** avant d’avoir accès au « **statut de réfugié** » lorsqu’il obtient **l’asile**.

Même s’il n’a rien d’obligatoire. Ces sentiments d’appartenance/de normes contradictoires peuvent 1 notamment concerner le mariage (par choix ou arrangé, endogame ou non…). *c.f.* analyse d’un « double je ».

Page 3 sur 21

*‘Sociologie des migrations* Licence 3

Ces terminologies sont pour la plupart **très chargées politiquement**, du fait d’un débat politique animé sur les **effets positifs et négatifs de l’immigration** — avec des positions idéologiques diverses, entre hostilité et bienveillance. Cette discussion est récurrente depuis toujours : pourquoi ? Elle **interroge l’auto-définition collective**, « l’identité nationale » dans un 2 monde globalisé et en pleine mutations (rapport à la mondialisation, dans l’Union Européenne).

*Comment étudier la migration et les diversités ethno-culturelles* ? Quels sont les faits historiques et sociaux étudiés, quelle est son ampleur et sa diversité ? Il est nécessaire de s'inscrire à nos analyses dans une perspective historique et géopolitique. Quel cadre théorique adopter pour les analyser ? Il nous faut tenir compte des cadres juridiques et politiques plus larges. Il est nécessaire d’établir des méthodes, de mener des études empiriques (qualitatives ou statistiques, selon les besoins de l’enquête, les moyens). Faire la part des choses entre idéologie et savoirs ? Il peut également être intéressant d’établir des comparaisons nationales, et de prendre en compte le lien émigration-immigration.

*Conflits, expansion et restrictions*. L’histoire de l’humanité est marquée par des **conflits** entre ces groupes qui se déplacent et se rencontrent (guerres, conquêtes par le Portugal et l’Espagne de l’Amérique du Sud, par le Royaume Uni, la France et le Pays-Bas de l’Amérique, l’Afrique et l’Asie, pour faire du commerce et ouvrir des espaces de peuplement). Progressivement, les Etats se sont donnés des **règles pour délimiter leurs territoires**, autoriser ou non les **arrivées** d’autres personnes et organiser leur présence.

*Déséquilibre socio-économique et mondialisation*. Il existe des **inégalités** entre les pays du **Nord** et du **Sud**. L’absence de richesse économique va de pair avec une faiblesse de l’encadrement étatique (santé, école, police). Le commerce international, les voyages touristiques, les moyens de communication (**mondialisation**), contribuent du phénomène que peu importe où l’on se situe, on sait ce qui se passe ailleurs. Ces inégalités ont pu aller de pair avec certains **rêves** et certaines **aspirations**, mais certaines anciennes certitudes ont été ébranlées par la nouvelle mondialisation.

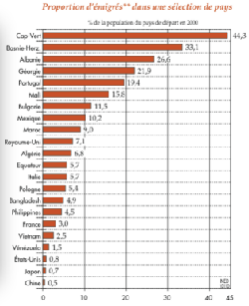
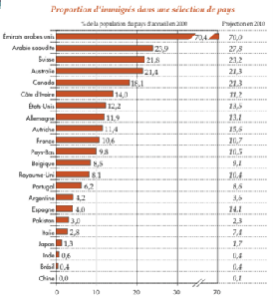
*Pays d’immigration, pays d’émigration*. Il existe un certain nombre de **pays d’immigration classiques** (les États-Unis, le Canada, l’Australie ou Israël), qui ont historiquement construit une société avec des migrants (même s’ils ont pu mettre à l’écart et persécuter les populations autochtones comme les Aborigènes.…). Il existe également un certain nombre de **pays d’émigration classiques** en Europe (dont la Grande Bretagne, l’Allemagne, l’Espagne et l’Italie). Certains pays sont des pays d’émigration récents — c’est le cas du Cap Vert, de l’Albanie, des Philippines… La France, a une échelle internationale, émigre peu et connaît relativement peu

L’identité nationale n’est pas un concept sociologique. Il est historique et réponds à une logique politique 2 — voire à ce sujet le débat lancé par l’ancien Président de la République Nicolas Sarkozy.

Page 4 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

d’immigration. Elle a néanmoins été un pays d’immigration avant les autres pays d’Europe (au XVIIIè siècle, la baisse de la natalité a été plus précoce dans les autres pays). Certains pays passent d’un pays dit d’émigration à un pays d’immigration (l’Allemagne entre le début du XXè siècle et l’après-guerre (1960), l’Espagne depuis l’an 2000). Ces distinctions **varient donc historiquement**.

Page 5 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3 *Séance 2 -* ***La « crise » migratoire contemporaine : actualités***

Il existe différentes formes de migrations, économiques, politiques ou environnementales, qui peuvent être **plus ou moins volontaires**. Elles peuvent également s’effectuer par recrutement ou par arrivées spontanées. Les **économistes** parlent de ***push factor***, qui poussent à partir (misères, crises politiques, guerres…) et de ***pull factor***, qui attirent dans un pays plutôt qu’un autre (recherche de main d’oeuvre, offres d’emplois dans un secteur donné, mesures de l’État providence, tels que l’accès à la santé, les aides familiales). L’**approche sociologique diffère** néanmoins, puisqu’elle situe les migrations dans leurs **contextes historiques** et s’intéressent aux facteurs humains et sociaux.

Les mouvements migratoires peuvent donc répondre à un **appel de main-d’oeuvre** pour bâtir ou labourer un pays : c’est le cas des émigrés européens partis aux États-Unis ou au Canada à leur origine, où des migrations Sud-Nord et Est-Ouest contemporaines en Europe. Certain-es cherchent **le salut ou la fortune** ailleurs : au Brésil, en Amérique latine (exemple des migrations du Suriname vers la Guyane française). Ils sont parfois dus à des **déplacements forcés** et à des **expulsions**, après des guerres ou des pertes de territoires — ou a des **déportations,** comme dans le cas de l’Union Soviétique.

Quels sont les **mobiles d’émigration**, hier comme aujourd’hui ? Il en va de situations politiques, **humanitaires, écologiques** souvent difficiles. Elles s’accompagnent toujours d’un espoir d’une **amélioration** des conditions **économiques** — exemple du recrutement de main d’oeuvre dans les pays du Golfe, ou des migrations économiques des pays de l’Est, plus saisonnières. Les émigrés sont aujourd’hui plus instruits que dans les années 1960. Certains pays comptent notamment sur les **devises des émigrés** pour faire **fonctionner l’économie du pays**. Ainsi, les Philippines adoptent une véritable politique d’émigration de la main-d’oeuvre féminine et masculine depuis les années 1970. Les devises des émigrés contribuent à rembourser les dettes internes et à financer des projets sur place.

*Les phénomènes de migrations contemporains*. Il existe un certain nombre de phénomènes contemporains propres aux migrations. On note l’existence de **migrations spontanées** via notamment des « **passeurs** » donnant lieu à des demandes d’asile politique. Elles sont à mettre en lien avec une **désorganisation dans les sociétés d’origine** (États en guerre, dictatures ou oppression larvée). Les arrivées se font le plus souvent en Grèce, en Italie ou en Espagnol où le risque de mortalité est élevé. Néanmoins, les réfugiés ne trouvent pas toujours en Europe les conditions d’accueil permettant la réorganisation.

Les changements politiques post-soviétiques et l’intégration européenne ont provoqué de nouvelles migrations en provenance des pays de l’Est de l’Europe. Les populations Rroms

Page 6 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

sédentarisées en Roumanie et en Bulgarie ont ainsi repris la route — lorsqu’un clan entier migre (plusieurs centaines de personnes), l’accueil peut devenir difficile.

*« Crise » des réfugiés : phénomène* 

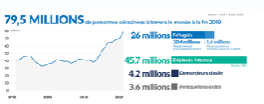
*mondiale, gestion européenne et nationale*.

Qu’en est-il des origines et pays d’accueil des

réfugiés en 2019 ? En 2019, le **2/3 des réfugiés**

mondiaux sont originaires de seulement **5 pays**

: **la Syrie, le Venezuela, l’Afghanistan, le**

**Soudan du Sud et la Birmanie (Myanmar)**. 

Les pays se distinguent également par rapport à

leur tendance à l’accueil des réfugiés rapporté à

leur population. Le Liban (1 sur 7), Curaçao (1

sur 10) la Jordanie (1 sur 15) et la Turquie (1

sur 23) . La Suède (1 sur 40) et Malte (1 sur

50) figurent également parmi les 10 pays qui

comptent le plus de réfugiés par rapport à leur population. En valeur absolue, l'**Allemagne** est le seul pays européen à faire partie des 10 pays du monde accueillant le plus de réfugiés en 2019. Elle est 5è, juste derrière la Turquie, la Colombie, le Pakistan et l'Ouganda, et 3è si l’on ajoute les demandeurs d'asile).

*Les demandeurs d’asile en Europe*. En **2019**, **612 700** premières demandes d’asiles ont été déposées en Europe. En première instance, un peu plus de **40% sont rejetées**, ratio qui frôle les **70%** pour les **décisions finales**. 38% des décisions en première instance dans l'UE ont délivré un statut de protection. 295 800 personnes ont obtenu une protection en Europe en 2019 (contre 693 000 en 2016). La plupart venant de **Syrie** (27 %), d'**Afghanistan** (14%) et du **Venezuela** (le nombre de ressortissants du Venezuela ayant obtenu protection a été multiplié par 40 entre 2018 et 2019, atteignant 13 % du total des protections accordées). En 2019, l'**Allemagne** est le pays qui a rendu le plus de décisions positives 116 200, ce qui représente 39 % des réponses positives données aux demandeurs sur le sol européen, suivie par la **France** (42 100) et l'**Espagne** (38 500). Rappelons qu’un demandeur d’asile est une personne qui dit être réfugiée, mais qui n'a pas encore obtenu ce statut dans le pays auquel elle réclame l'accueil.

*Perspectives géographiques*. Il existe des 

endroits géographiques qui **cristallisent** des

problèmes. Ainsi, **Lampedusa** a vu plus de **100 000**

**nouvelle arrivées en 2014**. Si le flux est un peu

moindre aujourd’hui, il demeure important — on

Page 7 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

note de nombreux morts en mer. Les sauveteurs 

trouvent difficilement un port qui accepte de les

héberger. L’île de Lesbos a vu passer près de 800 000

réfugiés en 2015, malgré de fortes diminutions suite à

l’accord UE-Turquie de mars 2016 (la Turquie retient

dans des camps les réfugiés du Moyen Orient. Ceuta et 

Melilla, les deux enclaves espagnoles sur le territoire

marocain, sont également des points chauds.

*Perspective micro-sociologique*. Il s’agit

d’étudier plus en détail le parcours des migrants. Un

certain nombre de documents sont édités par des

journalistes et des ONG, mais quelques travaux socio

anthropologiques apparaissent. Notons l’exemple 

**Kingsley**, le portrait et le parcours d’un migrant

(**Olivier Jobard**, photo-journaliste, exposition à la

bibliothèque universitaire du Havre). Notons

également l’exemple littéraire de Marie Ndiaye, *Trois*

*Femmes Puissantes*, dont le dernier récit porte sur une

migrante en Afrique qui échoue d’arriver à Ceuta.

*Les camp(ement)s : Calais, Paris.* À Calais, la

« jungle », désigne un regroupement de réfugiés qui

voudraient traverser la Manche pour rejoindre le Royaume-Uni. En 2016, plus de 8000 migrants y vivaient dans des cabanes fabriquées de bric et de broc. Depuis l’évacuation, Médecins sans frontières gère un camp humanitaire (environ 1500 personnes), dans des conditions sanitaires extrêmement précaires. Après la fermeture du centre Sangatte, plusieurs solutions ont été proposées : les réfugiés sont repartis partout en France. Néanmoins, d’autres sont arrivés dans des conditions plus précaires encore. Aujourd’hui, moins de 300 réfugiés y vivent. Des opérations de démantèlement des occupations des terrains privés et publics ont lieu presque tous les deux jours. Ces réfugiés survivent donc dans un dénuement extrême, indigne des droits de l’homme. Il existe également des quartiers accueillant des réfugiés à Paris, autour de Barbès, de Stalingrad, de Porte de la Chapelle, autour du canal Saint-Martin (ou à Saint-Denis, avenue Wilson). Ces réfugiés vivent le plus souvent dans la rue, puisque leurs abris de fortune sont démantelés constamment. Qui sont ces réfugiés ? Il peuvent être en attente de réponse quant à leurs demandes d’asile, avoir déjà été refusés ou avoir fait des recours, ils peuvent ne pas avoir quitté la France alors qu’ils avaient reçu une invitation à s’en aller… Ils font face à des problèmes sanitaires et sociaux considérables. Question de la responsabilité de la ville de Paris : attente éventuelle d’un soutien de l’État…

Page 8 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

*Perpective politique sur la « crise » des réfugiés*. La logique politique n’est plus nationale, mais européenne. La législation européenne prévoit que chaque pays peut directement renvoyer un migrant vers le pays d’où il vient : c’est la règle dite de « Dublin » Cette règle a été remise en cause début septembre. L’Europe déploie beaucoup de moyens pour « sécuriser » les frontières extérieures (voire le programme « Frontex »). Il existe également des conventions bilatérales pour garder les réfugiés hors de l’UE — mais ces dispositions sont plus difficile à appliquer en mer (loi maritime internationale). Fort défi humanitaire ; des actions humanitaires sur place ; opinion publique très hostile.

*Les réfugiés dans le monde — une question internationale*. Il est nécessaire de porter un regard international sur les phénomènes migratoires (la majorité des migrations se font hors de l’Europe). Il existe de multiples **crises** politiques et économiques dans le monde — le organisations humanitaire n’apportent que des solutions ponctuelles et ciblées mais n’ont aucun effet sur les causes politiques. Il est impossible de comprendre les migrations sans tenir une analyse des changements géopolitiques à une échelle internationale. Les réfugiés de Syrie, de Somalie ou de l’Erythrée nous font comprendre que les problèmes humanitaires sont conséquents dans les pays d’origine et dans les pays d’arrivée. Il existe des imbrications internationales, des incompréhensions dans les pays d’arrivée, entre populations établies et nouveaux arrivants. Finalement, rappelons que la distinction entre réfugiés politiques et réfugiés économiques est difficile à établir. Comment résoudre ces problèmes régionaux dans le monde ? Sur certains pays, l’ONU n’a aucune influence (pas d’intérêts à respecter les législations internationales). Comment créer des conditions de vie décentes dans tout les pays du monde ? Être un pays riche ou pauvre n’est pas qu’une question de fatalité ou d’incapacité, il s’agit d’une situation économique entretenue, avec un certain nombre d’intérêts.

*Les réfugiés en France*. En 2016, en 

France, 85 700 personnes ont demandé l’asile

politique en France — c’est très peu, en

comparaison à d’autres pays de l’UE. Cependant

des réfugiés ont été renvoyés vers l’Allemagne

ou l’Italie. En Allemagne, on note 72 300

demandeurs d’asiles, en Italie, 121 000. Paris a

demandé a quelques 25 963 personnes de

retourner dans un autre pays de l’Europe — la

politique française vise surtout à montrer que la

France n’est pas attractive pour les réfugiés

(briser avec cette idée de la terre des droits de

l’homme) par une application stricte de la loi. Il s’agit donc de conditions sanitaires et sociales déplorables. Il existe des difficulté des politiques nationales et municipales pour organiser

Page 9 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

efficacement l’accueil et le suivi des demandeurs d’asile — l’opinion politique se tourne contre les migrants. Les décisions politiques tiennent compte de cette opinion publique, de plus en plus hostiles aux migrants. Les partis politiques de droite et d’extrême droite dénoncent une politique laxiste et prône une fermeture des frontières plus efficace.

*Brève histoire de l’immigration en France*. France is an old immigration country. Immigrants came to France since the 19th century, mainly from Italy and Spain But also from Belgium, Germany and Poland. Before that, even, nobles and aristocrats used to travel *pour faire leur formation.* France was an colonial empire (as UK or Netherlands), and had colonies in many countries in West Africa (Senegal, Mali, Guinea, Ivory Coast…) and also in Asia (Indochina : Laos, Cambodia, Vietnam). Algeria was an oversea department (Morocco and Tunisia “protected” states). After WW II and in the 1960ies and 1970ties, migrants came to France from South-European countries (Spain, Italy, Portugal). Mainly, however, they came from the former colonies. No special entry clearance for these people. France affords continued immigration since the 1960ties. Frontiers were'nt really closed until the beginning of the 1990ties. People drop in easily from North-African or West-African countries — family reunification also broad in a lot of people (spouses of immigrants, spouses of French citizens). Every year around 100,000 migrants enter legally in France and this since almost 30 years. Cultural ties to former countries from the French colonial empire are strong. Every year undocumented people obtain their resident permits. In 2008, almost 30% of the population in France (18-60 years old) has an immigration background (1st or 2nd generation). The situation is more or less the same in UK. Germany has a specific historical situation. Germany lost its colonies after WWI. The country has no Commonwealth (UK), no over sea departments, no colonies (France), no Germany speaking countries oversea (as Spain in Latin America). Germany contributed to a huge geopolitical disorder due to WW II. More than 6 millions Jews and other minorities were killed — today the Federal Republic feels a global responsibility: the country is rich and caused disease in the beginning of the century. Since the end of the WW II they welcome many refugees and migrants, not as continues flow, but in waves. We can talk about at least 4 waves.

1. After World War II : All the displaced people living in territories of the Communist World (Cold war) 13-15 million persons

2. Workforce immigration in the 1960ties : Gastarbeiter 1 million in 1964

3. After the implosion of the Soviet Union, german minorities came to Germany 1,5 million persons from 1988 - 1992

4. Current migrants and refugees Germany elaborated a efficient policy to welcome and host these people since almost 60 years now, In case of crisis they activate a good organized policy all

Page 10 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3 over the country Right wing parties are also strong and since last year the political climate changed

*Quelles analyse sociologique face à la crise migratoire ?* **(a) Analyse macro-sociologique**. La politique occidentale est prise dans ses propres contradictions entre ses **principes humanitaires** (inscrits dans les Droits de l’Homme) et le **maintien de ses intérêts** et de son hégémonie économique et politique à travers le monde. La politique de l’Europe est majoritairement

**sécuritaire** : droit d’asile très restrictif, des dépenses considérables pour sécuriser les **frontières**, le financement de projets dans d’autres pays (hors EU) pour garder les réfugiés hors de l’espace européen. La mobilité interne à l’espace Schengen a favorisé les déplacements intra-européens mais a renforcé les frontières extérieures. La gestion humanitaire est (re)léguée aux organisations non gouvernementales (ONG).

**(b) Analyses micro-sociologiques.** Les travaux de cette branche sont notamment le fait de chercheurs état-uniens. Elles se concentrent sur l’étude des **parcours migratoires**, des **routes**, des logistiques mises en oeuvre par les migrant-es. Elle étudie également les **réseaux** migratoires et d’entraide, des liens sociaux, des **organisations**, des logiques d’**exploitation** et de survie de la misère. Elle étudie les **interactions** entre les populations locales et les réfugiés, actions **bénévoles et solidarités** (association de défense des réfugiés). Seulement ensuite, on peut étudier les processus d’intégration (pas d’intégration ou **intégration empêchée**, hors de la légalité, ce qui induit des comportements déviants…). On doit faire l’analyse en s’appuyant sur les concepts habituels en sociologie (norme, appartenance, etc…).

Conclusion : Pas de référence sociologique, mais incitation à lire l’actualité. Page 11 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

*Séance 3 -* ***Comprendre l’immigration en s’intéressant à l’émigration***

*Le débuts des études sur l’immigration : l’école de Chicago (la première)*. Entre **1920** et **1935**, un certain nombre de théories de l’immigration se développent. L’**assimilation** (ou amalgamation) est un des concepts centraux à l’époque — il est également associé à une idéologie, à une norme politique du ***melting pot***. Elle étudie les rythmes, les dimensions et le sens ce processus. Les chercheurs de cette école tentent également de **lire dans** l**’espace urbain** l’incorporation progressive des vagues migratoires dans la société américaine. Le développement d’une sociologie de l’immigration riche est notamment du au **contexte** politique et social : Chicago voit arriver de nombreux **migrants internationaux** (depuis l’Europe, Irlandais, Italiens et Polonais) mais également (intra-)**nationaux** (les migrations des Noirs sur Sud vers le Nord après la Guerre de Secession, devenus une main-d’oeuvre libre et mobile). Chicago compte 300 000 habitants en 1870, et 3 000 000 habitants en 1920. Les travaux de l’école de Chicago forgent des **concepts spécifiques** (forgés pour l’étude des migrations) encore structurants comme **accomodation, acculturation, ségrégation, assimilation**, mais également des concepts de **sociologie générale** : **communauté, compétition, distance sociale, marginalité**.

*The Polish Peasant In Europe and America*. Thomas et Znaniecki publient 5 tomes, de 1918 à 1920, sur les immigrants polonais en Amérique et leurs familles. Ils suivent les travaux de l’anthropologue Boas et le courant environnementaliste. Un des postulats forts de l’étude est de ne pas séparer l’étude de l’immigration et de l’émigration — il y a donc nécessité d’**étudier la société d’origine** pour comprendre l’installation. L’ouvrage exploite notamment les lettres adressées par les émigrés à leur familles restées en Pologne. Ils fondent notamment le cycle **organisation**

**désorganisation-réorganisation**.

L’**organisation** désigne l’ensemble des **conventions et des valeurs** acceptées par un groupe social. La **désorganisation** cherche à désigner l’**affaiblissement de l’influence** des règles sociales sur les membres du groupe (notamment pour les pratiques matrimoniales). Il y a alors **discordance** entre les pratiques individuelles et les pratiques reconnues par les institutions — l’émigration en résulte. La désorganisation n’est pas le produit de l’immigration, c’est la société polonaise paysans traditionnelle désorganisée au niveau familial et communautaire qui **provoque l’émigration**. Le concept de **réorganisation** cerne les **nouvelles règles** et les nouvelles institutions instaurées à partir d’**éléments pré-existants**. Cette identité nouvelle est néanmoins toujours un **métissage**, une identité « **à tiret** » (polono-américaine, etc…). La désorganisation n’est pas le produit de l’immigration, c’est la société polonaise paysans traditionnelle désorganisée au niveau familial et communautaire qui provoque l’émigration. Aux États-Unis, les immigrés se réorganisent, mettent en place de nouvelles formes de vie sociale. Les influences s’exercent sur les enfants par l’éducation américaine. Il existe une organisation de l’**espace urbain** par **nationalité d’origine**, ainsi qu’une

Page 12 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3 solidarité entre immigrés et une influence de la presse locale polonaise.

Les auteurs font une **critique systématique du concept de « race »** : la fragilité des immigrés n’est pas due à leur « race » supposée, mais est lié aux changements sociaux liés aux changements sociaux intervenus dans leur vie quotidienne à la suite de la migration — il s’agit d’un point original à l’époque.

*Sayad et l’émigration-immigration algérienne en France*. De la même façon que les travaux de Thomas et Znaniecki, Sayad insiste sur le **couple émigration-immigration**. Son article, désormais classique, *Les « trois âges » de l’immigration algérienne en France* (1977), cherche à comprendre les différentes **formes d’établissement** en France par le **rôle que joue l’émigré au pays d’origine**. Il faut reconstituer les trajectoires des émigrés pour comprendre leur vie en France. Les immigrés sont porteurs de caractéristiques qui influent sur leur intégration : il existe des variables d’origines (dont l’immigré est déjà porteur, la ruralité/urbanité, la position dans le groupe d’origine, le rapport à l’immigration de ce groupe) et d’aboutissement (les différences qui distinguent les immigrés arrivés, conditions de travail/d’habitat).

**(a) Premier âge : l’émigration sur ordre**. Signe de la ruine de l’équilibre ancien, le monde paysan ne peut pas survivre sans apport monétaire d’ailleurs. Il faut **ramener de l’argent** au clan, au groupe familial. Le départ est **provisoire**, pas trop long, l’absence/présence suit le rythme des travaux agricoles (alternance de périodes agricoles au pays et ouvrières en France). L’émigré

immigré est perçu comme en **mission** : il est au service du groupe, et se doit de garder les **valeurs paysannes** (labeur), il ne doit pas se laisser tenter/happer par la ville et la consommation. Ne peut pas être n’importe quel paysan, est choisi selon son *excellence*, ne peut pas être célibataire ou trop jeune. Doit être tourné vers le *tharmourth* (pays).

**(b) Deuxième âge : la perte de contrôle**. Les séjours se **prolongent**, la communauté d’origine ne maîtrise plus les conséquences de l’émigrations, **l’argent ne circule plus** dans les communautés d’origine, l’émigré cesse de se percevoir et de s’identifier comme un paysan (processus de **dépaysannisation**) — l’**individualisme** se développe, l’argent est pour la famille, qui le plus souvent s’installe en ville. Les **séjours au pays** sont des **vacances** tandis que l’activité professionnelle l’intégration économique se font en France — de nouvelles identités de groupes se forment.

**(c) Troisième âge : une colonie algérienne en France**. L’émigration devient une **structure permanente**, c’est le « provisoire qui dure », la double condition de l’émigré : exclusion — coupure de la société d’origine tout en étant toujours « étranger » (c’est la « **double absence** »). **Ambiguïté** des relations entretenues avec les deux sociétés : migrations familiales, communauté présente en France (toutes les professions, commerces, dignitaires religieux, marché matrimonial).

Page 13 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

Comment peut-on critiquer cet article ? S’il est un article emblématique, un modèle pour beaucoup d’études : il est uniquement centrée sur l’immigration-émigration, et porte peu de considération de la situation socio-politique de l’Algérie. D’un point de vue méthodologique, l’idée des « âges » **fait penser à des périodes qui ne se superposeraient pas** alors qu’elle concerne des population qui **coexistent**, cohabitent parfois dans la même famille/famille élargie. Existe-t-il aujourd’hui **un quatrième âge** (extrapolation de Collet) ? Il serait caractérisé par une **sédentarisation** de la population algérienne, d’une **minorité fortement intégrée,** mais en raisons de la situation socio-politique en Algérie, arrivées régulières de nouveaux migrants : une minorité marquée par une **forte hétérogénéité** interne. Différentes strates de la population algérienne en France : beaucoup sont Français, les descendants d’immigrés ont déjà eu des enfants, voire des petits-enfants. L’enjeu d’aujourd’hui : les questions identitaires et religieuses des descendances d’immigrés. Un modèle généralisable ? Conditions de l’émigration-immigration spécifiques dans chaque pays : proximité géographique et politique de l’Algérie

*Conclusion : les renouveaux conceptuels de la sociologie des migrations*. L’émigration immigration est une approche plus élaborée que les termes d’assimilation ou d’intégration. Elle trouve néanmoins quelques **limites** — la fermeture des frontières dans les pays occidentaux a modifié les processus, la migration s’est déréglée, elle emprunte des chemins **plus complexes** (immigration clandestine, regroupement familial, migration pour mariage). Depuis une dizaine d’année, on observe un **changement** de paradigme, avec la création des concepts de **diaspora** et **trans-nationalisme,** comme si les anciens concepts d’assimilation ou d’intégration), ne permettaient plus d’appréhender les faits migratoires, ce qui est partiellement vrai, du fait de la mondialisation. De fait, elle conduit parfois à une moins grande étude des l’analyse des structures politiques et sociales des pays d’immigration.

*Lire article de Rudder*

Page 14 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3 *Séance 4 -* **Quels concepts pour quelle analyse : intégration ou assimilation ?**

Après avoir constaté l’ampleur des migrations et la provenance des migrants (pays d’origine), et après avoir distingué les migrants et les descendants de migrants, on peut conclure à la diversité de la population de la France métropolitaine. Mais sociologiquement, que signifient ces résultats ? Quels sont les **processus sociaux** à l’oeuvre ? Comment se passe, s’opère, le vivre

ensemble ? Pour les étrangers et les immigrés, la question **juridique** se double avec des questionnements d’**ordre culturel et religieux** (pratiques culturelles et religieuses, appartenance et identité). Les populations immigrées issues des différentes vagues migratoires se caractérisent par des pratiques culturelles et religieuses spécifiques, des liens historiques particuliers avec la France. L’origine ethnique et les pratiques culturelles sont marquées par des spécificités ethno-culturelles qu’ile st nécessaire d’étudier.

Les pratiques culturelles qui se développent dans le pays d’immigration sont-elles **héritées** du pays d’origine **ou produites** dans le contexte migratoire ? Dans la mesure où les populations immigrées se situent plutôt en bas de l’échelle sociale/sont relativement dominées, sont-elles **culturelles ou sociales** ? Il s’agit de comprendre la diversité culturelle à l’aune d’ensembles conceptuels tels que : **intégration, assimilation, minorité, culture, religion, ethnicité, origine, « race », acculturation, identité, exclusion, ségrégation, discrimination**.

*Le politique et le social en tension*. Les États-Nations combinent les **dimensions ethniques** avec les **dimensions politiques.** Schnapper : nation ethnique/nation politique. Selon les traditions nationales, l’inclusion politique est **plus ou moins ouverte** aux étrangers, plus ou moins empreinte de la dimension ethnique ou religieuse. Il existe des politiques favorables à l’immigration : des politiques d’immigration comme au Québec, avec certaines facilités pour acquérir la nationalité du pays, la reconnaissance d’une **diversité ethno-culturelle** en interne ou **hégémonie** d’un groupe ethnique sur les minorités ? Ils faut étudier quels sont les **critères** mis en avant : langue, religion ?

*La tradition nationale française*. La conception politique de la nation est en France marquée par un héritage révolutionnaire (1789), et est fortement inscrite dans les **valeurs républicaines universalistes**. Néanmoins, socialement, on observe une **référence « ethnique »** omniprésente ; on se représente la population majoritaire de l’hexagone comme phénotypiquement de peau blanche, de culture chrétienne sécularisée (ou catholique), inscrite historiquement dans l’Europe continentale. Ces conceptions renvoient à des débats politiques et idéologiques : quelles conceptions de la nation pour la France ? Laquelle domine aujourd’hui ? Quelles mutations face au développement de l’Union Européenne, des régions ? Quelle conception citoyenne pour favoriser le « vivre-ensemble » ?

Page 15 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

Le **cadre juridique influe** sur le processus d’intégration (par la nationalité). La loi française est une combinaison du **droit du sang** (filiation) avec le **droit du sol** (naissance dans le pays). Le droit du sang concerne les enfants nés en France de parents français (cela s’appelle le double jus soli). Les enfants nés en France de parents étrangers peuvent faire une **demande anticipée à 16 ans**

et accèdent de droit 18 ans. Ces enfants doivent justifier d’au moins **5 ans de scolarité** en France pour accéder à la nationalité. **Loi allemande** : **uniquement le droit du sang de 1913 à 2000**. Accès à la nationalité des enfants nés en Allemagne de parents nés en Allemagne seulement depuis 2000.

*Quelques pré-notions/difficultés à propos de l’étude de immigration*. Rappelons que le concept de **pré-notion** est forgé par Émile Durkheim. Il convient d’opérer une **rupture avec le sens commun**, c’est-à-dire à l’ensemble des catégories de pensées spontanées et quotidienne à propos d’un objet. Il opère selon différents registres : médiatique, politique, quotidien… En matière d’immigration, le jugement de valeur est omniprésent. Les études « scientifiques » de l’immigration ne sont pas à l’abris de ces prénotions. Ainsi, parler d’ « **adaptation** » renvoie à un processus **unilatéral** (À qui ? À quoi?). Raisonner en terme d’**intégration** risque la **confusion** entre la description du **processus social** et celle des **politiques d’intégration** (programmes mis en place pour contribuer à l’intégration des immigrés). Raisonner en termes d’**assimilation** risque de légitime une norme d’**imposition culturell**e, et suppose un « modèle » auquel il faudrait parvenir. La bonne attitude sociologique consiste à **ne pas juge**r d’une « bonne » ou « moins bonne » intégration/assimilation, mais de faire l**’étude** des différents modes d’intégration des populations immigrés/faire l’étude de la **participation** à la société à partir de **faits objectivables** (dans le domaine familial, scolaire, professionnel, résidentiel, mais également dans les **représentations**, médias, identités, reconnaissance).

*Une histoire des concepts***. (a) L’intégration** est un concept **durkheimien**, central dans son raisonnement. Il évoque **l’intégration *de* la société** (par la plus ou moins grande division du travail, plus structuraliste) et l’**intégration *à* la société** (exemple du suicide, plus individuel). Il s’agit de comprendre comme l’intégration des individus contribue à l’intégration de la société. **(b)**

l’**assimilation** est issue de la sociologie états-unienne, notamment du **cycle des relations raciales** de Park & Burgess\*, donc elle constitue le dernier stade. Elle a néanmoins été remise en question par les auteurs eux-mêmes. Le concept ne va pas sans poser question : est-il réciproque ? Il s’agit d’un concept difficile, et souvent mal compris puisqu’il faut faire une distinction entre **assimilation culturelle** (espace privé) **et assimilation structurelle** (juridique, des institutions, logement…). Frazier pointe également ses limites à une époque où les chercheurs états-uniens se rendent compte du statut structurel de minorité dominée des personnes noires. Le concept de *racial forntier*, instaurée socialement (espace urbain, professionnel…) et juridiquement (lois Jim Crow) rend compte de cette infériorisation durable. Dans les années 19**60,** le concept d’assimilation est presque abandonné au profit de celui d’ethnicité — c’est la fin du modèle politique et scientifique du

Page 16 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

*melting pot* et l’émergence du modèle du pluralisme culturel. L’idée d’assimilation a souvent été mobilisée par les acteurs politiques, notamment dans les anciennes colonies françaises.

*Retour sur l’intégration*. L’étude de l’intégration ne concerne pas uniquement les populations immigrées, mais bien **chaque personne** participant à la vie en société. Elle renvoie à l’étude du **processus**, des manières de participer à une société. Elle peut être freinée par un certains nombres **d’obstacles, juridiques** (titres de séjour, restrictions quant à l’équivalence de diplôme où d’accès à certains métiers) et **culturels** (au niveau de la **société majoritaire**, hostilité, préjugés, discriminations, racisme, et au **niveau des groupes minoritaires**, compétences linguistiques, références culturelles et religieuses, peurs, repli). Quels sont les facteurs qui favorisent l’intégration ?

**L’intégration** peut être définie comme **le processus de participation à la société à l’intersection des conditions structurelles, notamment juridiques, et des références culturelles** (B. Collet, 2006). La **dimension normative e**st centrale : les institutions sont des cadres normatifs, les individus sont porteurs de normes. Des obstacles tels que la discrimination, les stéréotypes, font partie des conditions structurelles. Les références culturelles ne sont pas uniformes, elles sont individuellement variables. Faire des choix conceptuel en connaissance de cause est nécessaire : fait-il sens d’étudier les processus d’intégration aujourd’hui ? L’assimilation est-il toujours un concept pertinent ?

Page 17 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

*Séance 5 -* **Nouvelles réalités, nouveaux concepts : diaspora, transnationalisme, nationalisme méthodologique**

On constate depuis une quinzaine d’années un **changement des paradigme** en France avec l’émergence des concepts de **diaspora** et de **trans-nationalisme**, comme si les anciens concepts (assimilation, intégration, participation) ne permettaient plus d’appréhender les faits migratoires. C’est en partie vrai, parce que les migrations se sont transformées, que l’analyse des mobilités/

migrations s’est mondialisée. L’étude du fait migratoire s’est autonomisée — ce renouveau suit notamment les recherches anglo-saxonnes, surtout américaines, où ces concepts ont émergé dans les années 1990. Mais ce fesant, elle s’est parfois **éloignée des préoccupations politiques et sociales** (et de l’étude des institutions/structures) dans les pays d’immigration.

Le concept de **diaspora** est historiquement utilisé pour désigner la diaspora juive ou arménienne. Elle vise à saisir la **dispersion d’un « peuple »** qui conserve un **sentiment d’identité** commune en raison d’une même origine (nationale, régionale, ancestrale). À la fin du XXè, un changement de paradigme s’opère : les flux migratoires se **diversifient.** Les déplacements se font dans **toutes les directions**, ne vont pas d’un pays d’origine vers un pays d’immigration. Changement d’échelle également, du prisme national à l’échelle internationale. Les anciens couloirs migratoires se sont modifiés. Le concept possède une certaine **force identitaire et politique** (des « peuples » éparpillés désireux d’affirmer leur unité et leur présence sur la scène nationale). Chantal Bordes-Benayoun et Dominique Schnapper, en 2006, soulignent le **passage d’un sens négatif** (exil, exclusion) à un **sens positif** (revendications identitaires transnationales). Force symbolique également car il est rattaché à un mythe des origines communes (fidélité, solidarité) et d’une vision utopique (monde sans frontières, adaptabilité, innovation).

*Diaspora et identité collective*. Il s’agit d’une construction **identitaire sans inscription locale** ou nationale précise au départ et à l’arrivée. Il existe un territoire d’origine de référence, mais les relations entre migrants de différents lieux se déploient sans passer par celui-ci. L’origine est complétée par l’histoire migratoire. Elle consiste en un **réseau d’inter-connaissance, voire de solidarité**, mais aussi en un **attachement**/une **identification** symbolique. Multi-polarité et inter

polarité. Quelques exemples : diaspora noire, point d’ancrage l’Afrique, l’expérience de l’esclavage, les « Amériques noires » et migrants africains, disposa indienne, le rôle du Commonwealth. Diaspora turque, présence dans différents pays de l’Europe.

*Diasporas « électroniques »*. Le développement d’**internet** a largement contribué à populariser et à banaliser le terme de diaspora, grâce à l’existence de **communautés virtuelles**, dont les territoires de référence sont variables : régionale, continentales (parfois, absence de territoire de référence). Elle permet d’entretenir les liens et de **créer des plateformes**, des forums soulignant les **solidarités** multiples. Souligne l’apport économique et politique des émigrés pour les Etat d’origine

Page 18 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

et les stratégies pour maintenir les liens avec les émigrés. En somme une **géographie variable qui affaiblit** le concept. Certains participations transnationales répondent à des logiques humanitaires, politiques, corporatistes… autant que particularités qui rendent difficile une généralisation.

On peut suivre **Chantal Bordes-Benayoum**, qui distingue dans son article de 2012 trois figures marquant le passage de l’immigré à l’homme de la diaspora. On passe progressivement de l’étude des mouvements unidirectionnels, puis bipolaires, à celle de mouvements transnationaux et multipolaires. **(a) L’immigré** est surdéterminé par son rôle économique, détaché de son inscription familiale. (**b) Le minoritaire ethnique** correspond d’abord à une revendication des militants et des universitaires engagés (sédentaires qui refusent le modèle normatif de l’assimilation)**. (c) L’homme de la diaspora** : le migrant est placé dans l’espace mondialisé qui garde les liens avec les membres de sa famille et sa communauté d’origine.

*Notion nouvelle, mais problématique ?* Le terme diaspora **confond** parfois **inscription locale et réseau international** (on parle parfois de « diaspora chinoise à New-York » quand on devrait parler de minorités). Par ailleurs, elle met au **premier plan** la notion de « **communauté ethnique** », ce qui efface l**a distinction entre les migrants et les enfants** de ces migrants nés dans le pays d’immigration. Pour certaines diasporas, les expériences dans les différents pays ont laissé des **empreintes culturelles** (diversité interne) : les minorités juives du Maroc, de Russie ou d’Ethiopie, découvrent en Israël leurs différences. De la même façon, l’expérience des **populations déplacées** est-elle comparable à celle de populations **venant de pays d’origines** ? (Afrique, Antilles, États-Unis).

*L’émergence du transnationalisme*. La notion renvoie à une construction sociale dans laquelle les migrants créent **un lien — imaginaire ou réel — entre leur pays d’origine et leur société d’immigration** (Click, Schiller *et al.* 1992 ; Portes, 1997). Il s’oppose à l’idée d’un déracinement des immigrés dans leur société d’immigration — cette approche serait trop centrée sur les différences entre États. Il existe en effet des **relations transfrontalières** régulières entre des individus ou des collectifs de personnes, des liens et des pratiques mettant en action des réseaux d’acteurs internationaux. Les migrants mettent en place des **relations sociales et économiques**, et des **activités et des identités politiques** qui transcendent les frontières classiques et bénéficient de processus **globaux** dans un monde divisé en États-Nations. Les **transmigrants** constituent une nouvelle figure de migrant, définis par **Alain Tarrius et Lamia Missaoui**. Ils ont des **initiatives économiques entrepreneuriales collectives** — **en marge** des systèmes fiscaux et légaux établis (souterraines), mais connectées internationalement. Il existe ainsi des territoires circulatoires (Moyen-Orient, Dubaï). Ces migrants peuvent être issus de **pays pauvres** (Balkans, Caucase, Proche et Moyen Orient, Maghreb, Amérique latine), soit des **populations pauvres des pays riches**. Ils effectuent des parcours de plusieurs milliers de kilomètres dans diverses nations avant de revenir chez eux.

Page 19 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3

Les ***poor-to-poor*** sont des colporteurs contemporains qui vendent aux populations pauvres, notamment des **produits de contrebande d’*usage licite*** (appareils photo, matériel électronique, etc.) ou de services (consultations médicales) ou encore d’***usage illicite/illégal*** (drogues, prostitution). D’où la dénomination « poor-to-poor », ou l’entre-pauvre, pour les pauvres.

*Précautions méthodologiques*. Le transnationalisme déplace la question identitaire, notamment nationale, et les revendications politiques et sociales au-delà des appartenances territoriales habituelles fondées sur l’échelle des États-nations. Cette perspective de recherche nécessite le **dépassement du nationalisme méthodologique** (Wimmer et Glick ; Schiller, 2002). Cet article méthodologique se préoccupe des re-positionnements pour appréhender différemment les mouvements de populations. Les précautions méthodologiques incluent la **réflexivité nécessaire** du chercheur (prise en compte de son point de vue de départ), une **méthodologie ethnographique multi-située** (une même population appréhendée dans différents lieux), des **points de comparaison**, et une **profondeur historique** des travaux.

*Exemples empiriques*. De plus en plus d’études mettent en œuvre le transnationalisme. Il s’agit d’étudier les liens qu’entretiennent les populations émigrées avec d’autres personnes de même origine au pays d’origine ou ailleurs. **Rosita Fibbi et Gianni D’Amato** dans leur article de 2008 « Transnationalisme des migrants en Europe », **comparent plusieurs populations installées** dans différents **pays européens**. Ils distinguent les pratiques économiques, socioculturelles et politiques. Ainsi, ils remarquent que la **durée** prolongée du séjour et la **succession des générations** contribuent à l’**affaiblissement des liens transnationaux**. Ils notent une faible présente féminine dans les activités transnationales. Selon eux, l’**opposition** théorique entre **transnationalisme et intégration n’a pas lieu d’être** : toute la population d’un groupe culturel ne participe pas aux activités transnationales (c’est souvent les plus dotés économiquement et culturellement, dans certains populations plus que d’autres, suivant les liens historiques entre pays d’origine et pays d’immigration…)

*Les limites de ces approches*. **Toutes** les populations immigrées **ne sont pas** dans un rapport transnational ou disporique. Il existe des populations sédentarisées, acculturées : ces processus sont lourds. Souvent des liens sont maintenus avec le pays d’origine, sans toutefois permettre la réinstallation. Il convient de se **méfier de l’essentialisation** de notions comme « ethnie » (« État », « nationalité »). De manière générale, il faut se méfier de concepts « à la mode » qui analyse des réalités bien étudiées avec des outils nouveaux : ils peuvent être heuristiques, mais également superflus.

Page 20 sur 21

*Sociologie des migrations* Licence 3 *Séance 6 -* **XX.**

Page 21 sur 21